

La révolution technologique, la richesse des données et leur facilité d'accès ont relégué la théorie économique au second plan. Ce qui explique le faible renouvellement de la pensée économique depuis vingt ans et le basculement dans l'empirisme.

« Les économistes arrivent bien souvent après la bataille »

Alternatives Economiques : On trouve dans la pensée économique dominante des keynésiens qui adoptent des hypothèses néo-classiques, des néoclassiques qui s'intéressent aux institutions, etc., ce qui donne l'impression d'un brouillage total du discours des économistes. Qu'en pensez-vous ?

Daniel Cohen : Cette critique doit être mise en vis-à-vis d'une autre, qui est parfois également faite aux économistes, qui serait celle d'un manque de pluralisme. Or, je pense effectivement que la tendance de la pensée économique dominante est celle que vous désignez. On a bien le sentiment qu'un nouvel éclectisme règne aujourd'hui dans la profession. Quel que soit le sujet retenu (le commerce est-il bon ou mauvais pour la croissance ? le chômage est-il volontaire ou subi ? la nouvelle économie favorise-t-elle ou non la concurrence ?...), ce n'est pas « la » doctrine qui dicte la réponse. Ce sont les données, pourvu qu'il en existe, qui permettent de répondre à la question.

D'où cela vient-il ? D'une révolution technique et politique : l'accès à d'immenses capacités de calculs sur des données elles-mêmes beaucoup plus riches que par le passé. En France, par exemple, le monopole public de production et d'utilisation des données conféré à l'Insee a volé en éclats du fait de la démocratisation de l'accès à la puissance de calcul. De ce fait, l'empirisme règne sur la science économique et le renouvellement théorique a été moindre au cours des vingt dernières années que par le passé (mais non négligeable toutefois). Il y a maintenant des domaines entiers de l'analyse économique où il n'y a plus de théorie : en économie du travail, il n'y a plus de travail théorique, mais une étude des données où parfois même l'économétrie est mise de côté au profit d'une « observation » agnostique des données.



ENTRETIEN AVEC DANIEL COHEN
professeur d'économie à l'École normale supérieure et chercheur au Cepremap

Le débat porte donc moins sur la recherche d'une nouvelle théorie pour comprendre le monde et davantage sur un devoir d'inventaire par rapport à l'infinie variété de théories que les économistes ont produite au cours des siècles.

L'étape suivante est donc celle d'une théorie économique « inattaquable », car n'ayant conservé que ses théories les plus robustes ?

Il n'y a pas aujourd'hui de recherche d'une « métathéorie » unificatrice qui inclurait les autres comme cas particuliers. Personne ne croit plus qu'il puisse exister une théorie économique universelle qui s'appliquerait de manière

prédéterminée en tout temps et en tout lieu. Il existe en revanche des théories qui ont prouvé leur efficacité pour élucider telle question et qui survivent, pour les plus puissantes d'entre elles, comme moyens d'investigation du présent. Si aujourd'hui je peux montrer, par exemple, que les échanges commerciaux entre pays industrialisés n'obéissent pas à la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, ce n'est pas pour autant que cette théorie disparaît. Elle expliquait hier le commerce anglais, elle pourrait fort bien expliquer demain le commerce entre la Chine et les Etats-Unis. Mais nous savons que le commerce obéit aussi à d'autres motifs (le besoin de diversifier les sources de production...), lesquels, selon les situations, peuvent s'avérer plus puissants que les motifs isolés par Ricardo.

Les économistes ne font œuvre scientifique qu'*a posteriori*, quand les données leur permettent de trancher entre diverses théories alternatives. Cela fait peut-être de l'économie une discipline moins intéressante qu'elle n'a pu l'être ou qu'on a pu croire. Le grand souffle promis aux gens qui étudient l'économie pour trouver une vision globale du monde n'est plus.

Ça me paraît une bonne chose.

Le jugement *a priori* des économistes n'est pas pour autant inutile. En fait, il est essentiel quand il s'agit de dénoncer des raisonnements économiques faux. Si

l'on dit que le progrès technique est en soi source de chômage, si l'on dit que les pays pauvres vont pousser à la faillite les pays riches, etc., les économistes peuvent démasquer ces prétendus jugements universels et leur opposer non pas un discours, mais une série de contre-exemples historiques. ■■■

Le grand souffle promis aux gens qui étudient l'économie pour trouver une vision globale du monde n'est plus

« Les économistes arrivent bien souvent après la bataille »

▲▲▲ C'est armé de ce savoir qu'un économiste peut intervenir dans la cité : il est plus limité qu'il ne voudrait, mais néanmoins utile.

Les critiques disent que la spécialisation des économistes les amène à l'expertise

étriquée ou aux représentations imaginaires. Qu'en pensez-vous ?

Il est certain que les économistes subissent une spécialisation croissante. C'est Henri Poincaré, je crois, qui disait au début du XX^e siècle qu'il était le dernier mathématicien à pouvoir

comprendre l'ensemble de la production mathématique. Cela s'applique aux économistes : aucun d'entre eux ne peut suivre ce qui se passe dans plus de 20 % à 30 % de la discipline. Personne ne maîtrise cette extension d'un champ d'étude de plus en plus éclaté. Comment se fait la coordination des recherches ? La vérité oblige à dire qu'elle se fait de manière anarchique et désordonnée. Il n'y a pas de grand ordonnateur des recherches. Il y a donc des modes et des écoles. Les unes fluctuent, les autres s'affrontent. C'est la vie.

Au-delà, des attaques plus fortes portent sur le rejet de la domination de l'expertise économique comme antidémocratique.

Je ne crois absolument pas à la domination de l'expertise économique. L'influence des économistes sur la marche du monde est proche de zéro. L'unification monétaire européenne en est un bon exemple. Elle ne s'est pas faite sous l'influence des économistes, qui en étaient plutôt inquiets. L'Europe dans son ensemble s'est faite sous l'instigation de pionniers qui croyaient davantage dans les idées de Montesquieu sur les effets du commerce sur les mœurs que par des adeptes d'Adam Smith ou de Ricardo intéressés par l'efficacité productive. Les économistes arrivent bien souvent après la bataille. Un économiste peut fort bien vous expliquer aujourd'hui la montée du chômage dans les années 70 et 80, mais aucun n'a vu arriver le boom de la croissance aux Etats-Unis dans les années 90. Leur pouvoir normatif, prédictif et leur influence réelle sur la société sont faibles.

Il y a pourtant une exception importante : le Fonds monétaire international. Le FMI est, en quelque sorte, la propriété institutionnelle des économistes qui y règlent les problèmes macroéconomiques des pays en développement. Au cours des deux dernières décennies, ces économistes ont forgé leur compréhension des crises financières sur le modèle de la crise des années 80. Ce faisant, ils n'ont pas vu que leur approche n'était pas appropriée pour traiter de la crise asiatique de

Martin Simon - Réa



Siège du FMI à Washington. Pour Daniel Cohen, le FMI est le seul endroit où les économistes exercent une véritable influence.

1997. Si l'on y ajoute le cas de la transition russe, on a là deux exemples où on a laissé aux économistes un pouvoir d'appréciation sur un monde qui leur échappait. C'est le principal reproche que leur adresse Joseph Stiglitz. La conclusion que j'en tire est toutefois différente de celle qui est généralement faite par ces critiques. Je pense non pas que le FMI devrait élargir son champ d'action ou de compétence, mais au contraire qu'il ne devrait être appelé par les gouvernements que dans les cas où il est avéré que la crise obéit à certaines caractéristiques : insolvabilité des gouvernements, inflation galopante, etc. Ce serait une erreur d'élargir inconsidérément son champ d'action et de lui demander d'œuvrer dans d'autres domaines, comme la lutte contre la pauvreté, par exemple, que fondamentalement il ignore.

On peut ajouter au domaine de compétence institutionnelle des économistes le droit de la concurrence, qui a une influence croissante sur les affaires du monde. Le jugement des économistes prend une importance croissante pour déterminer les cas où des positions de marché importantes doivent être tolérées ou non. Mais même dans ce cas, ils partagent leur jugement avec bien d'autres considérations, juridiques notamment. De façon générale, si l'économie joue un rôle essentiel dans le monde contemporain, les économistes viennent loin derrière la communauté financière, les entreprises, les hommes politiques ou les syndicats dans la formation d'un jugement sur ce qu'il faudrait faire pour changer ou améliorer les choses.

Pensez-vous, comme Edmond Malinvaud, que la science économique dispose d'une identité forte et qu'elle doit refuser les approches hybrides avec les autres sciences sociales, ou bien que l'un de ses défis est de s'ouvrir aux hypothèses, aux méthodes, aux problématiques et aux résultats des autres sciences sociales ?

Oui, absolument, je pense comme lui que la science économique a une identité forte. Elle a une histoire, des auteurs et des méthodes qui lui sont propres. La pensée économique s'est construite autour de grands auteurs qui

ont forgé le raisonnement économique : Ricardo, qui a permis de penser la rente et les avantages comparatifs ; Walras, qui a permis de penser les interdépendances entre les différents marchés ; Keynes, qui en a montré les limites ; Schumpeter, qui a donné des cadres de raisonnement pour penser la croissance économique. Ces gens ont produit les concepts fondamentaux de l'analyse économique. On ne peut guère comprendre la rente foncière sans passer par la théorie de Ricardo. Difficile de parler de chômage et de crise économique sans saisir les enjeux de la théorie keynésienne... Les économistes ont construit au cours du temps des outils de réflexion qui leur donnent des moyens d'analyse incomparables.

Existe-t-il en fait des problèmes économiques purs ?

Oui. La question de savoir si une crise de surproduction généralisée est possible et pourquoi, ne peut être pensée qu'avec les instruments de la science économique. La question de l'efficacité de la politique monétaire, la théorie du commerce international sont des problèmes économiques purs. On ne partage pas la théorie des avantages comparatifs avec d'autres disciplines. Il y a des problèmes « impurs », partagés avec d'autres disciplines : par exemple, sur les marchés financiers, il y a des croyances, des modes, dont l'analyse dépasse l'approche strictement économique. La question du travail, du loisir, doit naturellement être partagée avec des sociologues. Les problèmes de rationalité individuelle

doivent être envisagés avec les psychologues, etc.

En pratique, la science économique ne refuse pas les approches hybrides avec les autres sciences sociales, mais elle n'a pas d'interlocuteur privilégié de ce point de vue. Elle dialogue avec l'histoire, la sociologie, la psychologie, le droit... Les économistes ne sont pas, à ce titre, particulièrement impérialistes. Cette impression est souvent le résultat des travaux de l'économiste américain Gary Becker, qui s'est emparé de nom-

breux sujets traités par les sociologues, lesquels ont pris pour de l'arrogance ce qui n'est en fait que de la provocation. Par sa faute, il y a peut-être un problème spécifique avec la sociologie. Ceci dit, pour les économistes eux-mêmes, Becker est l'un des auteurs les plus féconds de sa génération. Si l'on se penche sur le rapport de l'économie avec les autres disciplines, les économistes ont bien davantage reçu que donné. C'est Fernand Braudel et l'école des Annales qui ont incité les économistes à faire de l'histoire. De même, les économistes empruntent beaucoup aux psychologues, comme le montre le dernier prix Nobel d'économie récompensant les travaux de Daniel Kahneman et Vernon Smith. Pour tout ce qui touche à la façon dont les gens interagissent en dehors de la médiation des marchés et des prix, les économistes n'ont pas d'avantages analytiques particuliers. Ils peuvent beaucoup apprendre des autres sciences sociales. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CH. CH.

Si l'on se penche sur le rapport de l'économie avec les autres disciplines, les économistes ont bien davantage reçu que donné

POUR ALLER PLUS LOIN

- « Les économistes contre la démocratie ? », dossier de la revue *L'Économie politique* n° 16, 4^e trimestre 2002. Avec les contributions de Jacques Sapir, André Orléan et Elie Cohen.
- « La science économique et les sciences sociales »,

par Edmond Malinvaud, *L'Économie politique* n° 11, 3^e trimestre 2001.

- « Où en est la science économique ? », *L'Économie politique* n° 6, 2^e trimestre 2000. Avec les contributions de Robert Boyer, Edmond Malinvaud, Olivier Mongin et Stéphane Roman.

- « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes », par Edmond Malinvaud, *Revue d'économie politique*, vol 106, n° 6, novembre-décembre 1996.